

Communiqué

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a pris connaissance de l'annonce du retrait des troupes françaises du Mali dans un délai de six mois, faite par Macron le 17 février. Cette annonce est le produit de la formidable mobilisation du peuple malien pour sa souveraineté.

Néanmoins, rien ne justifie le délai de six mois pour qu'il soit effectif. C'est pourquoi le POID appuie l'exigence du peuple malien que ce retrait se fasse « *sans délai* ».

Comme rien ne justifie que ce retrait ne concerne pas toutes les troupes françaises présentes au Sahel et dont les manifestations populaires au Niger, au Burkina et ailleurs demandent « *le retrait immédiat* ».

Le bilan de ces neuf années d'intervention militaire dont Hollande et Macron portent la responsabilité est catastrophique pour les peuples des pays du Sahel qui ont vu les groupes terroristes proliférer, tandis que les populations civiles ont subi dans leur chair les exactions des troupes d'occupation.

Pour les travailleurs de France, cette intervention a coûté près de 8 milliards d'euros : autant d'argent que l'on refuse pour les hôpitaux, l'école, les services publics, etc.

Le POID affirme : c'est pour la protection des intérêts économiques et financiers des capitalistes français en Afrique que cette intervention militaire a eu lieu, et rien d'autre. « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels* », comme l'affirmait l'écrivain Anatole France en 1922.

C'est pourquoi le POID se prononce, comme il l'a toujours fait depuis sa fondation, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique, le démantèlement des bases militaires, l'affectation du budget militaire aux hôpitaux, à l'école, aux services publics.

La démocratie suppose la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sans aucune ingérence étrangère. Telle devrait être la position unanime des organisations qui se réclament des travailleurs dans notre pays. Force est de constater que ce n'est pas le cas.

Pour le POID, c'est le droit légitime du peuple malien, comme de tous les peuples d'Afrique, de refuser la présence des troupes françaises sur leur territoire, de démanteler les bases militaires, de chasser les multinationales qui pillent leurs richesses et les régimes à leur botte !

C'est le sens de l'engagement de notre parti dans la préparation de la conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, qui aura lieu les 29 et 30 octobre 2022 à Paris.

Montreuil, le 19 février 2022